

# Décharge 2019 : Agence d'approvisionnement d'Euratom (AAE)

2020/2171(DEC) - 28/04/2021 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 606 voix pour, 84 contre et 8 abstentions, de **donner décharge** au directeur général de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom (AEA) pour l'exercice 2019 et d'approuver la clôture des comptes de l'exercice en question.

Constatant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2019 sont fiables et que les opérations sous-jacentes sont légales et régulières, le Parlement a adopté, par 631 voix pour, 56 contre et 4 abstentions, une résolution contenant une série de recommandations qui font partie intégrante de la décision de décharge et qui complètent les recommandations générales figurant dans la [résolution](#) sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences de l'UE.

## *États financiers de l'Agence*

Le budget définitif de l'Agence pour l'exercice 2019 était de 223.000 EUR, ce qui représente une hausse de 81,30% par rapport à 2018, en raison de l'exécution d'un contrat de services informatiques pour lequel l'Agence a reçu une contribution supplémentaire de la Commission à la fin de l'année 2019.

## *Gestion budgétaire et financière*

Le Parlement a salué les efforts de suivi du budget au cours de l'exercice 2019 qui se sont traduits par un taux d'exécution des crédits d'engagement de 99,86%, ce qui représente une hausse de 2,02% par rapport à 2018. Il a toutefois regretté que le taux d'exécution des crédits de paiement se soit élevé à 41,05%, soit une baisse de 31,85% par rapport à 2018. Cette baisse est due au report des engagements restant à liquider, qui s'élevaient à 131.137,56 EUR ou 59% des montants engagés dans le cadre de contrats de services informatiques signés qui n'avaient pas été menés à bien à la fin de l'exercice.

Le taux d'annulation des crédits budgétaires reportés de 2018 à 2019 était de 17%, ce qui montre que des engagements ont été pris de manière injustifiée en 2018. L'Agence est invitée à ne reporter des crédits budgétaires que si cela se justifie.

## *Autres observations*

Les députés ont également fait une série d'observations concernant les performances et la politique du personnel et les contrôles internes.

En particulier, ils ont noté que :

- des efforts de diversification des sources d'approvisionnement ont été déployés par l'Agence: en 2019, elle a attribué 178 nouvelles références d'enregistrement correspondant à de nouveaux contrats et à des modifications ou compléments apportés à des contrats existants et elle a attribué 139 nouvelles références d'enregistrement correspondant à des transactions liées à des prestations de services pour la livraison de petites quantités de matières nucléaires;

- au 31 décembre 2019, 100% du tableau des effectifs étaient pourvus avec 17 fonctionnaires de la Commission nommés sur les 17 postes autorisés dans le tableau des effectifs;

- en 2019, l'Agence a appliqué les normes de contrôle interne (NCI) de la Commission pour une gestion efficace. Elle a commencé à élaborer un nouveau cadre de contrôle interne, qui prendra effet en 2020.

En ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de l'Union, la déclaration politique commune prévoit que les relations futures devraient comprendre un vaste accord de coopération nucléaire entre l'Agence et le Royaume-Uni sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et que les parties conviennent d'une coopération, par la voie d'un échange d'informations, sur l'approvisionnement en radio-isotopes à usage médical.

Le Parlement a demandé à l'Agence de s'assurer qu'elle reste vigilante en ce qui concerne les effets du retrait du Royaume-Uni et d'informer l'autorité de décharge de tout élément nouveau relatif à cette question.